

# Le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

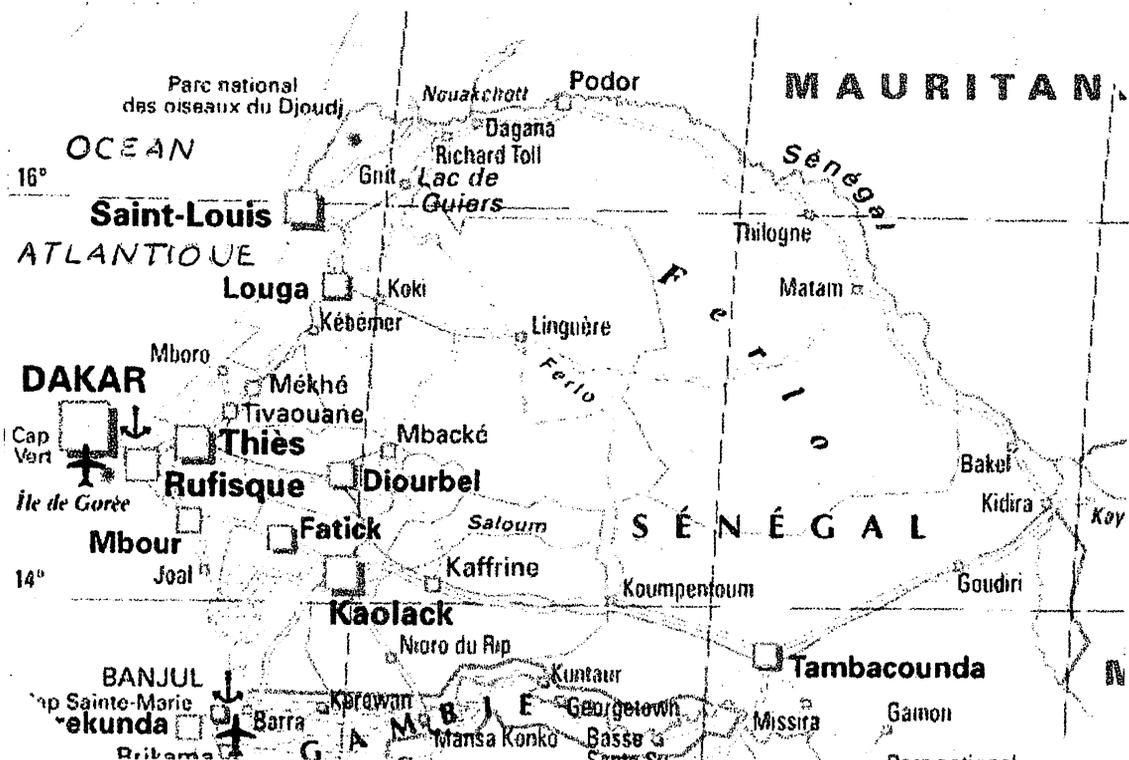
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 14 juin 2010

N° 366

PRIX : 0,60 Euro



LA CORRUPTION AU SÉNÉGAL

L'INDIGNATION HYPOCRITE DE WADE

SOMMAIRE AU VERSO

## SOMMAIRE

## Editorial

La corruption au Sénégal: l'indignation hypocrite de Wade

Page 4

Mali: les islamistes s'opposent à toute remise en cause du statut moyenâgeux de la femme

Page 5

Côte d'Ivoire: que valent des responsables incapables de fournir de l'eau potable à la ...

Page 6

Tchad: les gens ne croient plus beaucoup aux élections "libres et transparentes"

Page 7

Ethiopie: une mascarade électorale

Page 8

Coupe du monde en Afrique du Sud: la fête du ballon rond?

Page 9

Madagascar: le régime cherche à installer ses fidèles aux postes-clés et à gagner du temps

## ABONNEMENT

## FRANCE

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays :

Nous consulter

## ADRESSE :

LE PAT B. P. 42  
92114 CLICHY Cedex

LA CORRUPTION AU SÉNÉGAL**L'INDIGNATION HYPOCRITE DE WADE**

*Le président sénégalais aime bien donner des leçons de "bonne gouvernance" et de "démocratie" à ses compères africains mais lorsqu'un journaliste local ose publier une enquête sur la corruption qui règne au sein de l'appareil d'Etat de son pays, il est tout de suite poursuivi en justice pour "diffamation". Plusieurs journalistes en ont déjà fait les frais, soit sous forme d'amende, soit en étant carrément arrêtés et mis en prison.*

*Mais lorsque c'est l'ambassadrice des Etats-Unis en poste à Dakar elle-même qui, dans une "lettre ouverte" publiée dans la presse locale, dénonce la corruption au Sénégal et appelle les autorités de ce pays à "lutter" contre ce fléau, elle n'a pas du tout été inquiétée ni poursuivie pour diffamation. Wade l'a tout de même reçue en audience et lui a lancé devant la caméra : " je ne comprends pas pourquoi vous êtes le seul pays, à longueur de journée, à nous traiter de corrompus...tous les jours vous donnez du Sénégal une image que je n'accepte pas. Nous avons notre fierté, notre dignité. Vous pouvez reprendre votre don de 540 millions de dollars offert au Sénégal...D'autres pays, l'Union Européenne, la France, l'Arabie Saoudite, la Chine, nous donnent des milliards, plus que le demi-milliard que vous nous donnez, mais on ne les entend pas; reprenez-le et amenez-le dans d'autres pays où on peut accepter d'être injurié, mais pas ici au Sénégal! ". Quel hypocrite!*

*Il fait mine de s'indigner et de faire croire que c'est toute la population sénégalaise qui doit se sentir indignée lorsque quelqu'un dénonce la corruption qui règne dans ce pays. Certes, il ne fait pas exception sur le continent africain. Il n'est d'ailleurs pas classé dans les premiers rangs par les instituts qui donnent chaque année le classement des Etats les plus corrompus d'Afrique. Cette pratique est par ailleurs loin d'être une spécialité propre à l'Afrique mais est largement répandue sur tous les continents, à commencer par les pays les plus riches. Mais ce n'est un secret pour personne que l'Etat sénégalais est pourri de la tête aux pieds par cette gangrène. Les détournements des caisses de l'Etat, des aides internationales en tout genre sont monnaie courante. Sans parler des bakchichs que les hommes politiques ou les fonctionnaires très hauts placés empochent*

*lorsqu'ils accordent des facilités à telles ou telles grosses entreprises pour obtenir des contrats ou pour mettre la main sur un marché juteux.*



*L'ex-employé du FMI par qui le scandale est arrivé*

*Personne n'ignore que les villas cossues qui se construisent le long de la Corniche et qui sont la propriété des personnalités du régime ou proches du régime, proviennent des prébendes et des malversations. Avec leurs simples salaires elles ne pourraient pas s'offrir de telles demeures somptueuses et un train de vie de pacha ! Wade et son clan le plus proche sont les premiers à s'enrichir par ces pratiques. Lorsque Dakar a été désigné comme la capitale africaine devant abriter le sommet des pays islamiques, c'est le propre fils de Wade qui a été désigné par son père pour gérer les fonds destinés à accueillir ce sommet. Il était déjà riche avant mais l'est devenu encore plus après.*

*Wade en personne a été pris la main dans le sac, lorsque le 25 septembre dernier il avait offert une valise remplie d'argent à un haut cadre du FMI qui quittait le Sénégal après de bons et loyaux services. Ce monsieur Alex Segura, après avoir accepté le "cadeau", avait très vite avoué que cette valise contenait un montant de plus de 133 000 euros. Le président sénégalais, après avoir nié le fait, avait été contraint de l'avouer en déclarant qu'il s'agissait d'une "coutume" au Sénégal pour "remercier quelqu'un qui est resté longtemps chez nous..."*

*Il a cependant voulu noyer le poisson en déclarant qu'il y avait eu une erreur sur le montant en accusant son "aide de camps" de s'être "trompé" sur les coupures à remettre à ce monsieur du FMI.*

*Pour un pot de vin mis au grand jour, combien d'affaires de ce genre ont lieu sans que personne ne les découvre ?*

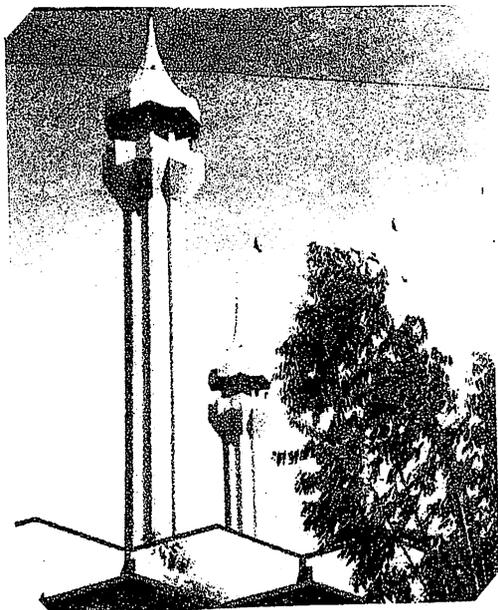
*Aujourd'hui, les dirigeants de "l'opposition", à commencer par Moustapha Niasse ou d'autres dirigeants du PS, font mine de crier leur indignation sur la corruption au Sénégal, mais personne ne doit se laisser duper par leur hypocrisie. Eux aussi, lorsqu'ils étaient au pouvoir sous la présidence de Diouf ou sous les précédents gouvernements de Wade hier, ont largement profité de ces pratiques et se sont enrichis en pillant les caisses de l'Etat et en empochant de l'argent de la corruption. Ce qui ne les empêche pas de donner eux-aussi des leçons de "bonne gouvernance" à l'équipe actuellement au pouvoir. Certains réclament des "commissions d'enquête" pour faire semblant de faire croire que cela mettra fin à la corruption; mais ils savent très bien que ces "commissions" (que Wade lui-même préconise par ailleurs), ne seront rien d'autre que des dédales de procédures bureaucratiques pour bien enterrer une affaire. Il y a eu par exemple une commission mise en place pour mettre à jour les responsabilités dans le naufrage du bateau "Joola" qui avait fait près de 2000 victimes le 26 septembre 2002, au large de la Gambie. Qu'est ce qu'elle a donné? Rien ! Pas un seul responsable n'a été inquiété. Tout a été mis sur le dos du capitaine du bateau, mort noyé lui aussi.*

*La corruption n'est qu'un aspect du fonctionnement du système capitaliste. On ne peut pas compter sur ceux qui sont les serviteurs et les profiteurs de ce système pour y mettre fin. Seuls les travailleurs et la population qui, eux sont les victimes directes ou indirectes de tous les méfaits de ce système, peuvent y faire face en s'organisant, en prenant le contrôle du pouvoir et en l'exerçant eux-mêmes démocratiquement.*

MALI

## LES ISLAMISTES S'OPPOSENT À TOUTE REMISE EN CAUSE DU STATUT MOYENÂGEUX DE LA FEMME

Les dirigeants et militants islamistes regroupés au sein de la Ligue malienne des imams et des érudits (Limana) ainsi que ceux du Haut Conseil islamique du Mali (HCI) font feu de tout bois contre ceux qui veulent toucher au Code de la famille en vigueur au Mali, ne serait-ce que pour améliorer un tout petit peu le statut de la femme.



Grande mosquée de Bamako

Rappelons que le président malien avait dû faire marche arrière en août dernier lorsqu'il avait envisagé d'apporter des modifications au statut de la femme dans le Code actuellement en vigueur en remplaçant par exemple le « *devoir d'obéissance de l'épouse envers son mari* » par le « *respect mutuel des époux* ». Il avait été également prévu, entre autres, qu'en matière de droit de succession, l'égalité soit de mise entre garçons et filles ou de fixer l'âge légal du mariage à 18 ans au lieu de 15 actuellement. Toumani Touré, tout courageux qu'il se disait, avait battu en retraite devant la mobilisation islamiste. Même dans son propre camp il n'avait pas trouvé de soutien affirmé. A l'appel des imams réfractaires à toute idée de donner à la

femme un peu plus de droits et de dignité, ne serait-ce que sur le papier, plusieurs dizaines de milliers de personnes s'étaient rassemblées au stade de Bamako en brandissant des tablettes de sourates du Coran. « *On ne se reconnaît pas dans ce texte importé d'occident* » avait déclaré le secrétaire général du HCI.

Le nouveau texte a donc été renvoyé aux calendes grecques. Pour tenter de sauver la face, le président malien l'avait renvoyé devant l'Assemblée nationale pour « *révision* ». Mais quel député oserait actuellement lever son petit doigt pour affronter la hargne des islamistes qui tiennent le haut du pavé et qui veulent régenter la société malienne toute entière. Et s'il se trouve une personnalité qui ose prendre le contre-pied de leur conception réactionnaire, elle est traitée comme un ennemi à abattre.

C'est ce qui est arrivé à l'imam de Kati qui, tout dignitaire musulman qu'il soit, a osé défendre le texte du nouveau Code en écrivant dans une lettre ouverte qu'il ne « *voit pas en quoi ce code porte atteinte à nos valeurs socioculturelles, encore moins à l'islam* ». Mal lui en a pris car il a été accusé de « *trahison* » par ses compères du Limana et du HCI. Menacé de mort, il a dû quitter la ville de Kati pour se cacher dans un lieu plus sûr. D'autres personnes ayant pris ouvertement position pour le nouveau code ont également reçu des menaces sur leur personne ou sur leur famille.

Ces dignitaires tout droit sortis du Moyen-âge ne sont pas encore au pouvoir mais ils agissent comme s'il l'étaient déjà. Ils se croient tout permis et sont sûrs de leur impunité. Ce sont des ennemis de l'émancipation de la femme et du progrès social dans ce pays. Ce sont aussi des ennemis de tous les exploités.

CÔTE D'IVOIRE

## QUE VALENT DES RESPONSABLES QUI NE SONT MÊME PAS CAPABLES DE FOURNIR DE L'EAU POTABLE À LA POPULATION ?

En Côte d'Ivoire, l'eau potable est un réel problème. D'abord, la majorité de la population n'en bénéficie pas, 50 ans après l'indépendance.



*Des femmes s'approvisionnent  
en eau dans un village*

Et l'eau qui sort des robinets laisse à désirer. Pourtant, dans ce pays, les fortunes des riches s'étaient au grand jour, et le seul budget de la présidence frise les 100 milliards de francs par an! Même dans la ville d'Abidjan, officiellement, 30% de la population n'a pas accès à l'eau potable. Quant aux villages, peu en bénéficient. D'ailleurs, même quand il y en a, ce sont les femmes qui vont la chercher jusqu'à la fontaine, ajoutant une corvée de plus à leur tâches quotidiennes. Ensuite l'eau est stockée dans des fûts et bidons pas toujours adaptés et dans des conditions d'hygiène douteuse car les gens n'ont pas les moyens de faire autrement.

Mais qu'importe, puisque les piscines de villas cossues d'Abidjan ne manquent pas d'eau et que les riches eux-mêmes ne boivent pas l'eau de robinet mais celle vendue dans les bouteilles. Et tant qu'à faire, de préférence, l'eau mise en bouteille venue de France !

Il existe pourtant dans ce pays un organisme gouvernemental appelé Office national de l'eau potable (Onep). Mais quel est donc son rôle ? On apprend par la voix de son Directeur Général qu'aucun investissement n'a été réalisé dans le domaine de l'eau potable depuis 30 ans. Même pas les investissements indispensables pour le remplacement et le renouvellement des ouvrages. Comment donc s'étonner que l'eau dans les robinets soit souvent de couleur suspecte ? Comment s'étonner que l'eau soit contaminée par des excréments humains comme l'a révélé deux fois la presse ces derniers temps parce que des gens ont exprimé leur colère ! Comment, donc, croire ce Directeur de l'Onep quand il affirme catégoriquement que l'eau d'Abidjan n'est pas contaminée par des déchets toxiques ? Comment croire le DG de la Sodéci quand il disait que le problème des excréments sortis des robinets étaient purement accidentel !

Ce Directeur de l'Onep dit qu'il suffirait pourtant seulement de 650 milliards d'investissement. Ces 650 milliards représentent peu de chose au regard du budget annuel de la Côte d'Ivoire qui est de 2500 milliards. En 30 ans, les pouvoirs successifs n'ont pas débloqué cette somme pour amener l'eau à 80% de la population de la Côte d'Ivoire, y compris avec le renouvellement des ouvrages.

Ces gens sont bons uniquement pour défendre les intérêts des riches et pour venir inaugurer à grandes pompes des réalisations, pour faire croire qu'ils font quelque chose. Ils sont les premiers à détourner l'argent public.

Quant à la Sodéci, dont le propriétaire n'est autre que Bouygues, ses bénéfices coulent à flot mais la qualité du service laisse à désirer.

CÔTE D'IVOIRE

## LES RICHES ET LES BANQUIERS NE VEULENT PAS VOIR LA MISÈRE QUE LEUR SYSTÈME ENGENDRE

Avant la tenue de l'assemblée annuelle de la BAD, les autorités gouvernementales ont lancé une "*campagne de déguerpissement*" de tous les marchands installés au bord des rues.

Le Maire de la commune de Cocody, sur la chaîne de la télévision RTI, affirme qu'il fallait montrer une belle image de la Côte d'Ivoire et surtout de la commune qui reçoit l'assemblée de la BAD.

Il a donc procédé à la destruction de toutes les baraques qui servent de lieu de vente. Les vendeurs de fruits, les restauratrices et les gens de petits métiers installés aux abords des

routes ont vu leur lieu de travail détruits par les agents de la mairie escortés par la police. Par la même occasion, il a mis sur pied une brigade pour pourchasser les mendiants et handicapés installés aux feux tricolores.

Au Plateau, ce sont toutes les gares de woro-woro qui ont été supprimées au mépris des travailleurs qui les empruntent. Tout cela, pour présenter aux participants de l'assemblée annuelle de la BAD une Côte d'Ivoire sans misère.

Cacher la misère ou l'éloigner des yeux ne la fait pas disparaître !

TCHAD

## LES GENS NE CROIENT PLUS BEAUCOUP AUX ELECTIONS "LIBRES ET TRANSPARENTES"

*"J'appelle tous les Tchadiens, où qu'ils soient, à se faire recenser (...). C'est leur devoir de citoyens et leur droit de se faire recenser".* C'est en ces termes qu'Idriss Déby a appelé le 11 mai dernier les populations en âge de voter à se faire inscrire en vue des prochaines élections, législatives (novembre 2010) et présidentielle (avril 2011).

Mais les populations ne sont pas pressées de répondre favorablement à cela parce que, disent-elles, ça ne sert à rien car c'est toujours Déby et son parti qui sont donnés gagnants.

En effet, depuis l'arrivée au pouvoir de Déby par les armes en 1990, grâce au soutien actif du gouvernement français, il a organisé trois élections. La première, c'est la présidentielle de 1996 : il a voulu légitimer son pouvoir car selon lui, un coup d'Etat, cela ne fait pas bien. Il a donc joué au "*monsieur démocratique*". Il a été élu

mais des électeurs et les partis d'opposition avaient dénoncé ce qu'ils appelaient un "*hold up électoral*". Il y avait de nombreuses irrégularités et des magouilles cousues de fil blanc. A NDDjaména par exemple, des groupes de personnes allaient de bureau de vote en bureau de vote pour voter plusieurs fois en faveur du président sortant; il y a eu des bourrages d'urne; dans certains bureaux de vote, les bulletins de certains candidats ont tout simplement disparu, etc.

Malgré cela, il semblerait que c'est Kamougué qui serait arrivé en tête. Mais en fin de compte Déby est vainqueur des urnes. Cette victoire était restée en travers de la gorge de certains électeurs et candidats.

La deuxième présidentielle, c'était en 2001. Cette fois, c'est un député de l'opposition, Yorongar qui serait arrivé en tête mais

finalement, c'est encore Déby qui triompha.

Enfin, pour pouvoir se porter candidat une troisième fois (ce qui est interdit par la Constitution), il a organisé un référendum pour modifier la Constitution. Malgré les protestations des partis de l'opposition et des électeurs, malgré le boycott, la modification est passée, comme une lettre à la poste.

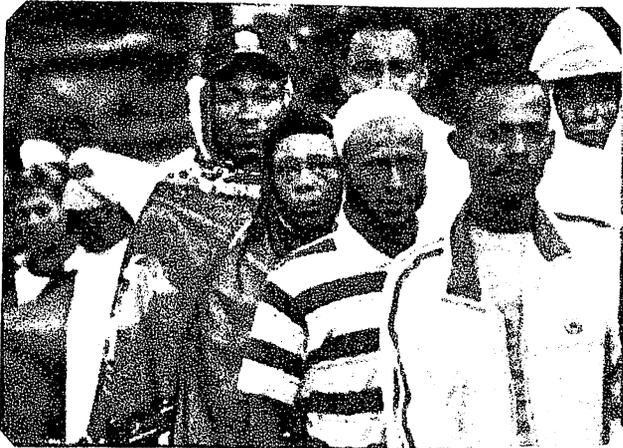
A l'heure actuelle le recensement continue mais par dépit, les populations se détournent de ces élections à venir. Et puis pour elles, l'urgence n'est pas là. L'urgence, c'est avant tout comment faire face à la vie qui devient de plus en plus dure, à NDjaména comme dans le reste

du pays; l'urgence, c'est comment se nourrir avec les prix qui montent sans cesse alors que les salaires sont restés au même niveau depuis des années. L'exploitation du pétrole n'a en rien changé la vie de la majorité des petites gens qui croyaient à tort que leurs conditions de vie allaient s'améliorer.

En revanche, les dirigeants, en particulier Déby et son clan, s'enrichissent à vue d'œil grâce au détournement de la manne pétrolière. Ils construisent des villas, roulent dans de belles voitures 4x4 alors que la majorité de la population s'enfonce de plus en plus dans la misère.

## ÉTHIOPIE

### UNE MASCARADE ÉLECTORALE



*Addis Abeba: queue devant un bureau de vote*

Le 23 mai dernier ont eu lieu les élections législatives en Ethiopie. Le parti du dictateur Meles Zenawi, le EPRDF (Front révolutionnaire démocratique du peuple éthiopien), a largement remporté la victoire. Sur 23 régions, 20 ont voté pour le parti gouvernemental. Même dans des régions qui sont les fiefs de l'opposition il a gagné. C'est le cas de la région Oromo, où selon les premiers chiffres, l'EPRDF a eu plus de 95%. Depuis des années l'opposition regroupée au sein de la coalition Medrek (Front pour la démocratie et le dialogue) a toujours été majoritaire dans la

capitale du pays, Addis Abeba. Cette fois elle n'a eu à peine que 40%.

La victoire du parti de Meles Zenawi était acquise. Dans ce pays il n'existe pas de libertés démocratiques. Les partis d'opposition sont bâillonnés. Des mois avant les élections les journalistes sont malmenés. Les informations concernant le pays sont verrouillées. Les manifestations sont interdites pendant cette période électorale. Les leaders des partis d'opposition emprisonnés. En particulier une juge emblématique, Birtukan Mideksa, dirigeante de l'une des organisations d'opposition est condamnée à la prison à perpétuité.

Ce qui n'empêche pas le pouvoir de se réclamer du multipartisme. Ce n'est qu'une façade en direction des organismes internationaux et des grandes puissances. Meles Zenawi est un grand allié des Etats-Unis et des impérialistes occidentaux. Il sert de chien de garde dans cette partie du monde. Il l'a déjà montré en envoyant ses troupes en Somalie pour rétablir l'ordre.

Le gouvernement de ce dictateur peut se prévaloir d'être un exemple de pays stable et

affiche un chiffre de croissance économique avoisinant 10%. Mais la situation est tout autre pour la population pauvre de ce pays. Certes il y a une progression d'exportation des produits agricoles. Mais pour la population les prix de toutes les denrées alimentaires ont augmenté. Bien entendu les salaires n'ont pas bougé depuis des années. Il a procédé à la location des terres agricoles à des sociétés multinationales pour la production des légumes et des fleurs destinée à l'exportation. Cela provoque la diminution de la production du blé, du mil et du maïs, éléments de première nécessité pour l'alimentation dans le pays. Cela indigné la plupart des gens. Certes il y a quelques résistances dans certaines régions contre la vente

ou la location des terres. Mais dans la majorité des cas, les paysans, après avoir reçu quelques petites indemnités, sont obligés de se transformer en ouvriers agricoles malgré eux.

Les résultats définitifs de ces élections sont prévus pour le 21 juin. Les observateurs de l'Union Européenne se sont bornés à féliciter le régime pour le bon déroulement du scrutin. L'organisme éthiopien de contrôle des élections a validé le déroulement des élections qualifiées par lui comme «*étant libres, équitables et démocratiques*». Meles Zenawi peut être tranquille. Il faut espérer que les travailleurs et les paysans pauvres l'empêcheront de dormir sur ses lauriers.

## COUPE DU MONDE EN AFRIQUE DU SUD

### LA FÊTE DU BALLON ROND ?

Durant quatre semaines l'Afrique du Sud va être le théâtre de la compétition mondiale du football. Le gouvernement sud-africain se dit fier d'organiser cette première Coupe du monde sur le sol africain. Des milliards de dollars ont été engloutis pour construire des stades, des hôtels et toutes sortes d'infrastructures nécessaires pour accueillir une telle compétition. Certes, l'Afrique du sud est le pays le moins pauvre de l'Afrique mais la grande majorité de sa population vit dans la pauvreté. A peine à quelques pas des stades il y a des bidonvilles où s'entassent des dizaines de milliers d'habitants pauvres à qui il manque le strict minimum pour vivre dans des conditions décentes. C'est un pays où les inégalités sociales sont parmi les plus criantes au monde. L'apartheid, c'est-à-dire la ségrégation raciale officielle, a certes été aboli il y a vingt ans mais la grande majorité de la population noire reste très pauvre. La plupart des ministres sont noirs et il y a une minorité de bourgeois noirs qui s'est enrichie et a les moyens de mener le train de vie

de la grande bourgeoisie blanche, mais la vie des travailleurs dans les chaînes de production, dans les mines et dans les plantations n'a pas changé, pas plus que celle des chômeurs dont le nombre a considérablement grossi depuis la récente crise économique mondiale.

Le gouvernement fait tout pour cacher la misère lors de la compétition. Il a chassé les pauvres des centres-villes pour les parquer loin des caméras. Il a déplacé les populations des bidonvilles un peu plus loin des stades mais il y a trop de pauvres, trop de bidonvilles pour pouvoir tous les déménager.

Ces quatre semaines seront parait-il la "fête du football" mais cela va être avant tout une grosse affaire commerciale et une débauche de nationalisme. Cela pourrait être une vraie fête fraternelle si l'argent et le chauvinisme ne le pourrissaient pas. Mais dans une société dominée par le capitalisme, le sport n'échappe pas à la loi du profit.

## SOLIDARITÉ AVEC LA LUTTE DES TRAVAILLEURS SANS-PAPIERS !

Deux jours après avoir reçu en grandes pompes les dictateurs africains au sommet franco africain de Nice, le gouvernement français a envoyé sa police pour déloger les travailleurs sans papier qui occupaient les marches de l'Opéra Bastille depuis le 27 mai pour exiger leur régularisation. Une cinquantaine d'entre eux ont été interpellés mais ont été relâchés grâce à la poursuite de la mobilisation. Ils sont en lutte depuis le mois d'octobre 2009. Ils sont 6200 à être entrés en grève depuis cette date pour réclamer leur régularisation. Ils travaillent dans l'Ile de France et sont employés dans différentes entreprises. Ils ont décidé de se mobiliser collectivement pour donner du poids à leur revendication. Mais face au mépris du gouverne-

ment à leur rencontre ils ont décidé d'occuper le grand escalier de l'opéra-Bastille pour se faire entendre. Après avoir été expulsés de cet endroit, ils y sont revenus pour continuer la lutte.

Il y a en France entre 200 000 et 400 000 travailleurs sans-papiers. Ils participent à l'activité économique et sociale. Souvent ils cotisent aux caisses sociales sans pouvoir en bénéficier. Certains d'entre eux payent même des impôts. Face à l'obstination du gouvernement qui refuse de reconnaître leurs droits de salariés, des milliers d'entre eux ont décidé de sortir de l'ombre pour se battre et se faire respecter. C'est le seul langage que connaît ce gouvernement qui mène une politique anti-ouvrière.

### MADAGASCAR

## LE RÉGIME CHERCHE À INSTALLER SES FIDÈLES AUX POSTES-CLÉS ET À GAGNER DU TEMPS

Depuis l'année dernière l'Assemblée Nationale et le Sénat ont été dissous. De même, certains hauts fonctionnaires, des chefs de province et des préfets trop liés à l'ancien pouvoir ont été écartés au profit de personnalités plus proches du régime d'Andry Rajoelina. Dans la même démarche, des cérémonies de « *remises de clés* » ont été organisées le 10 juin dans 14 chefs Fokontany (sortes de collectivités locales) de la ville d'Antananarivo par le ministre de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire. C'était en fait une tactique pour installer des proches à leur tête.

Les municipalités n'ont pas échappé à la lutte pour les postes : des maires membres du parti TIM lié à Ravalomanana, ont été démis de leur fonction dans plusieurs localités et remplacés par des PDS (sorte de formation se

réclamant du nouveau régime). Il faut dire que ce genre de méthode n'est pas une invention du nouveau régime. Les précédents régimes agissaient exactement de la même manière en leur temps.

Au début, dans les premiers mois qui ont suivi la chute du pouvoir de Ravalomanana, ces opérations de « *déboulonnage* » bénéficiaient d'un certain soutien populaire, du moins de la neutralité d'une partie de la population. Le pouvoir de Ravalomanana, patron de Tiko et de plusieurs grandes sociétés, était devenu au fil des ans de plus en plus avide, corrompu et finalement rejeté dans une grande partie du pays à part quelques endroits considérés comme ses fiefs. C'est ainsi qu'à la faveur d'une sorte de petite période d'état de grâce, les partisans du nouveau



Antananarivo: Andry Rajoelina  
dans la rue après sa victoire

régime prenaient la place de ceux du régime déchu. Cela se faisait avec tambours, trompettes et cérémonial officiel. Mais plus le temps passe et plus le crédit dont bénéficient les nouveaux arrivants s'amenuise. Aujourd'hui le «*renouvellement des structures*» se poursuit mais en catimini et rencontre des résistances dans plusieurs villes. Ce n'est plus la même situation que durant les tout premiers mois car plus le temps passe et plus les pratiques des nouveaux ressemblent à s'y méprendre à celles des anciens. La corruption, le favoritisme, l'enrichissement de la minorité proche du pouvoir et la continuation de la misère pour l'immense majorité, constituent une situation qui ne cesse de s'aggraver.

Le maire de tendance TIM, de Toamasina deuxième ville du pays et principal port maritime, accusé de corruption, continue d'exercer ses fonctions grâce à la fidélité de ses nombreux partisans et à leur mobilisation. Corrompu il l'est sans doute comme le sont en général la majorité de ses semblables des grandes villes. Mais ce n'est certainement pas pour cette raison que le pouvoir veut l'écarter mais plutôt pour le remplacer par un proche surtout en cette période préélectorale.

La maire d'Antsirabe, très grande ville située au centre du pays, considérée comme fief du président déchu, a résisté aux assauts des émissaires dépêchés sur place par les instances de la HAT (Haute Autorité de la Transition).

Ces cas ne sont pas isolés puisque le

maire de la ville de Manakara située sur la côte sud-est, a réussi à réunir beaucoup de monde pour le soutenir, le jour même où son remplaçant se présentait devant l'Hôtel de ville accompagné d'une brochette de personnalités officielles venues l'«*installer*». Ce qui vient de se passer dans cette ville est-il significatif d'un début de divorce de ceux qu'on appelle côtiers, à l'égard du régime actuel ? Le pouvoir semble manifester une certaine crainte dans ce sens puisqu'il a opéré un recul et déclaré que les officiels qui ont fait le déplacement, n'étaient pas mandatés. Ils auraient agi à tort et de leur propre initiative.

Prendre la place des précédents, de gré ou de force, est une chose mais asseoir une autorité reconnue dans ce grand pays d'une vingtaine de millions d'habitants en est une autre. Le régime a besoin d'un semblant de légitimité et de reconnaissance quitte à y mettre un peu les formes. C'est ainsi qu'un Comité Constitutionnel Consultatif siégeant à l'Assemblée Nationale a été mis en place pour élaborer une «*synthèse des projets*» de nouvelle constitution pour une IVème République. Des «*assises*» devaient même se tenir du 14 au 17 juin ainsi qu'un «*dialogue national*» sous forme de réunions publiques à travers tout le pays. Le but de la manœuvre étant pour les tenants du pouvoir, d'y puiser une sorte de reconnaissance, de plébiscite, en vue d'asseoir leur autorité. Formellement on y débattrait du toilettage de la constitution, du type de régime souhaité par la population, des relations entre le futur parlement et l'exécutif, de la durée des mandats, de l'âge d'éligibilité du président etc. Finalement le président vient de faire volte face en déclarant que sur les recommandations des *Olobe* (sortes de vieux sages) et de la société civile, ces assises n'auront pas lieu aux dates prévues, leur tenue étant repoussée à une date ultérieure non encore déterminée.

Un référendum et des élections législatives puis présidentielles étaient prévus de se tenir dans la foulée des dites assises et du «*dialogue national*» dans toutes les régions. Officiellement le président a déclaré qu'il n'est

pas candidat à la présidentielle. Dans les faits il s'accroche bec et ongles au palais présidentiel qu'il occupe depuis qu'il en a chassé avec l'aide d'une partie de l'armée, son locataire précédent. Sans doute pense-t-il pouvoir gagner du temps en attendant de se redorer le blason.

Les perspectives économiques sont quant à elles, très incertaines. La COFACE (Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur) maintient son classement de la Grande Ile dans la catégorie C, c'est-à-dire à très haut risque pour les investissements extérieurs. Les prêts financiers concédés par les banques et autres bailleurs de fonds ont été interrompus ; des capitaux ont fui. Les caisses de l'Etat se sont vidées au point qu'il a du mal à régler les salaires des fonctionnaires. Les dirigeants veulent montrer aux grandes puissances et aux détenteurs de capitaux, qu'ils sont pleins de bonne volonté à leur égard et qu'ils oeuvrent dans le sens « *d'un retour à l'ordre constitutionnel* » et surtout à une stabilité intérieure, condition indispensable à la reprise des affaires. Les affaires et les profits qui en résulteraient sont les seules choses qui sont susceptibles d'intéresser les rapaces capitalistes. Ils ont la haute main sur les mines, les ports, la pêche, les banques, les sociétés d'import-export, les travaux publics, les carburants, les secteurs agricoles rentables tels que la vanille et le copra, les pierres et bois précieux, etc. Pendant des dizaines d'années ils ont engrangé des bénéfices considérables sur le dos des travailleurs et des classes exploitées de ce pays. Mais dès qu'ils estiment qu'ils vont gagner moins et que leurs bénéfices seront écornés, ils retirent leurs capitaux quitte à ce que l'économie entière menace de s'écrouler. C'est ça l'attitude des capitalistes auxquels ce gouvernement veut plaire.

En direction des classes pauvres il n'a aucune perspective d'avenir à offrir à part la démagogie et quelques amusements éphémères.

Du point de vue du président et de celui de son clan, les festivités grandioses pour la commémoration du 50<sup>ème</sup> anniversaire de l'Indépendance peuvent constituer un point fort allant dans ce sens. Les feux d'artifice, l'ambiance festive, les bals populaires, les discours officiels et les parades en tout genre, peuvent constituer un certain succès que les dirigeants ne manqueront pas d'engranger à leur profit. Mais tout cela ne durera que l'espace de quelques jours. Qu'en sera-t-il une fois que les lampions seront éteints ? Les lendemains de fête peuvent se révéler douloureux. Il n'est pas du tout dit que cette période, même suivie de plusieurs jours ou semaines de « *dialogue national* » et d'élections « *démocratiques* » réussisse à faire taire durablement les travailleurs des villes qui sont frappés de plein fouet par la situation de crise et par l'avidité des classes riches.

Et puis il n'y a pas que les travailleurs. Des millions de gens dans le pays ont faim. Rien que dans l'Androy (extrême sud semi désertique), 900 mille personnes selon le PAM (programme alimentaire des nations unies), souffrent de famine consécutive à la sécheresse actuelle. Les maigres cultures des villageois ont été anéanties par les nuages de criquets dont la taille représentait parfois une dizaine de kilomètres. Les habitants de ces régions sont livrés à eux-mêmes sans bénéficier d'une véritable assistance émanant des pouvoirs publics. Cette année, même l'eau à boire est devenue une denrée rare et donc chère, hors de portée pour de nombreuses personnes. Les calamités naturelles font des dégâts, mais le malheur est que ces dégâts sont amplifiés par le « *je m'enfoutisme* » et la corruption qui minent la vie quotidienne.

L'indifférence, au début bienveillante à l'égard du pouvoir est peut-être en train de se métamorphoser en hostilité. Et ça il ne l'aura pas volé.

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.